

beaucoup de vieilles règles ne s'appliquent tout simplement plus.

Je préconise une réduction d'impôt dans mon sous-amendement. Une réduction d'impôt aiderait, surtout si elle était appliquée, comme le propose notre sous-amendement, au plus bas degré de l'échelle des revenus et si elle s'accompagnait d'un crédit d'impôt qui permettrait à ceux dont le revenu est trop faible pour qu'ils paient de l'impôt d'obtenir une certaine somme et de dépenser quelque peu.

En effet, nous voyons deux sociétés qui existent côte à côte. Chaque fois que les impôts de l'une d'elles sont réduits, ses épargnes augmentent. Elles ont atteint ce point de saturation. Elle n'éprouve pas de si grands besoins. L'autre groupe a d'énormes besoins, mais pas d'argent.

Nous retrouvons dans notre société un bien vieux problème, sauf qu'il est devenu un problème économique plutôt qu'un problème social. C'est le problème de la répartition des revenus. Les nantis n'ont pas besoin de dépenser, tandis que ceux qui dépenseraient et qui donneraient une nouvelle impulsion à l'économie sont démunis. Nous avons besoin d'un programme national du genre plan Marshall. Rien n'indique dans les propositions du gouvernement qu'il a l'intention d'agir en ce sens.

En toute justice pour le gouvernement, je dois dire qu'une des raisons pour lesquelles j'aime la proposition concernant la taxe de vente est que contrairement à d'autres propositions, elle a un effet de nivelage. Elle tend à aider les gagne-petit autant que les autres. Parmi les choix offerts, c'est celui que je préfère.

Nous devons trouver le moyen de mieux répartir les revenus. Cela ne veut pas dire plus d'encouragements pour les riches. Nous devons être prêts à percevoir des impôts de ceux qui ont de l'argent dans leur propre intérêt. C'est ce qu'il y a d'ironique dans la situation actuelle. Les gens ne veulent pas payer d'impôt pour aider les chômeurs. Ils ne veulent pas que leur argent serve à aider les régions déprimées du Canada. C'est pourtant ce qui arrivera, qu'ils le veuillent ou non, à moins qu'ils soient prêts à voir les gens mourir de faim dans la rue.

Ceux qui travaillent se plaignent des impôts qu'ils doivent payer. Ils doivent verser des cotisations à l'assurance-chômage, et ainsi de suite. S'il y avait une meilleure répartition des revenus, il y aurait moins de chômeurs. Une bonne partie des paiements que nous faisons maintenant ne seraient plus nécessaires. Même s'il fallait que les impôts soient un peu plus élevés, tous les Canadiens s'en porteraient beaucoup mieux. Le travail serait partagé. Plus de gens seraient heureux. Tous contribueraient à maintenir la société au lieu de seulement quelques-uns.

Il est impossible de se soustraire à ce dilemme dans une société moderne. Ou bien tout le monde travaille et chacun assume sa part du fardeau ou bien ceux qui travaillent assument le fardeau pour ceux qui ne travaillent pas. Voilà l'alternative. Il ne s'agit pas de dire: «Moi, je vais travailler et que les autres s'arrangent.» Malheureusement, notre société n'en est plus là. Nous sommes beaucoup trop civilisés et bien pensants pour dire de telles choses. C'est pour cela que nous nous trouvons devant ce dilemme.

Quand on a réduit les impôts par le passé, cela a énormément stimulé l'économie. A l'heure actuelle, cela peut soit stimuler l'économie soit favoriser l'épargne. Tout dépend de

Budget—M. Gauthier (Roberval)

ceux dont les impôts sont réduits. Une bonne partie de l'argent épargné grâce aux réductions d'impôt accordées par le passé a servi non pas à la consommation, mais plutôt à l'épargne. Cela a aggravé le problème. Pour que des réductions d'impôt soient efficaces, elles doivent s'appliquer à des catégories bien précises où l'on sait d'avance que les bénéficiaires de la réduction seront dépensés. C'est ce qu'il faut faire si l'on veut stimuler l'économie et augmenter le pouvoir d'achat des consommateurs.

Sous bien des aspects, ce que je veux dire, c'est que la répartition des revenus n'est plus simplement une question de moralité. Ce n'est plus seulement un principe auquel croient les socialistes et qui veut que la répartition des revenus soit une bonne chose et que quelqu'un ne doit pas être très riche si un autre est très pauvre. C'est plus qu'une question de moralité ou d'idéologie politique. C'est une condition essentielle si nous voulons que notre société survive. C'est une nécessité économique. Par conséquent, quand nous examinons ces mesures, nous devons bien veiller à ce que les réductions fiscales s'appliquent à des secteurs précis afin non pas d'aggraver le problème, mais plutôt d'améliorer la situation.

● (1652)

Par conséquent, à la lumière de ce que j'ai dit, je propose, appuyé par le député de Winnipeg-Nord-Centre:

Qu'on modifie l'amendement en remplaçant le point final par une virgule et en y ajoutant ce qui suit:

«et que la Chambre demande qu'une telle réduction de l'impôt sur le revenu touche principalement les économiquement faibles et soit assortie de crédits fiscaux pour ceux dont le revenu est inférieur au montant escompté pour stimuler la production et fournir du travail aux chômeurs du Canada.»

[Français]

M. C.-A. Gauthier (Roberval): Monsieur l'Orateur, lorsque j'ai eu l'occasion de prendre la parole sur un exposé budgétaire, je me suis toujours arrêté à penser au ministre qui présentait ce budget. Depuis près de 16 ans bientôt que je vois passer à la Chambre divers ministres des Finances, j'ai constaté que les ministres n'avaient jamais la vie longue. C'est pour cela que je suis porté beaucoup plus à la sympathie pour ces hommes qui ont le courage tout de même d'affronter un ministère qui est peut-être le ministère fatal pour un ministre, parce que la plupart y laissent leur peau, et ceux qui n'y sont pas tombés sont rendus invalides ou au Sénat, ce qui n'est pas beaucoup mieux. Je ne souhaite pas cela au ministre actuel qui est encore jeune, mais je lui dis tout simplement, avant de commencer, que je sympathise avec lui parce qu'il a été forcé par les événements à présenter ce budget. Il y a quelques semaines encore on se demandait si réellement on allait présenter un budget, et le gouvernement ne paraissait pas avoir la capacité ou la volonté d'en présenter un. On changeait d'opinion d'une semaine à l'autre et finalement nous arrivons avec un semblant de budget.

En relisant l'exposé budgétaire du ministre des Finances (M. Chrétien), je reconnais avec lui que nous vivons à une époque très troublée et que nos problèmes sont aussi complexes que difficiles. Avec un taux de chômage jamais atteint jusqu'ici, soit 1,045,000 travailleurs qui se cherchent de l'emploi et retirent des prestations tant bien que mal, sans compter tous ceux qui ne peuvent plus toucher de prestations d'assurance-chômage, parce que leur période de prestations est terminée; avec une inflation toujours menaçante et qui ne se résorbera pas aussi longtemps que le gouvernement n'aura pas eu le